

Les Allemagnes et la division Est-Ouest : Une ambivalence politique

The Two Germanies and the East-West Division: A Political Ambivalence

Paul Létourneau

Volume 16, numéro 3, 1985

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701883ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701883ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Létourneau, P. (1985). Les Allemagnes et la division Est-Ouest : Une ambivalence politique. *Études internationales*, 16(3), 547–559.
<https://doi.org/10.7202/701883ar>

Résumé de l'article

This article is about the role of international bureaucracies in the determination of the general policies of international organizations. In this paper it is argued that in general international organizations' Secretariats generally do wield, considerable power over the definition of the institutions' strategies, i.e. those activities, priorities and projects which taken together make up the program of the institution for a given period. Indeed, the international bureaucrats exercise tremendous control over the content of the program. This is so because international organizations have special functions in the world System. They must see to it that, certain states of affairs prevail in the world over the long run. It is, therefore, no surprise that the programs' content be more or less shielded from conjunctural fluctuations. The article then proceeds to test these hypotheses on a concrete case: the analysis of the processus through which Unesco's program goes before becoming the official policy of the organization.

LES ALLEMAGNES ET LA DIVISION EST-OUEST: UNE AMBIVALENCE POLITIQUE

Paul LÉTOURNEAU*

ABSTRACT — *The Two Germanies and the East-West Division: A Political Ambivalence*

Germany is a country divided by the line separating East from West. Its eventual reunification would challenge the status quo in Europe and constitute a serious threat to peace. Ever since the Napoleonic Wars, the German issue has been a determinative European issue, pertaining not only to the Germans. Thus, their neighbours, both from the East and from the West, are as much concerned by its orientation. In this context, relations between the two Germany are not only subject to the antinomies of national and international conditions, but they constitute in themselves a fundamental political ambivalence. On the one hand, the Germans cannot totally come to terms with the separation; on the other, reunification is impossible. We believe moreover that the attachment of the Federal Republic of Germany to the West is so deep-rooted as to significantly check a reconciliation between the two Germany.

On a pu constater durant les dernières années que la presse américaine, soviétique et européenne, à l'Est et à l'Ouest, s'inquiète du rapprochement récent des deux États allemands¹. À l'inverse, les Allemands, qui commencent enfin à dialoguer, s'inquiètent de la méfiance que suscite autour d'eux la nouvelle détente interallemande. Les premiers redoutent une réunification éventuelle et les seconds parlent d'une responsabilité particulière envers le maintien de la détente et de la sécurité en Europe. Les Allemands, de l'Ouest et de l'Est, sont objectivement unis par une hostilité commune à l'égard de la détérioration des relations Est-Ouest et de la course aux armements que se livrent les superpuissances, maîtres de leur destin présent.

L'état des relations interallemandes est toutefois largement dépendant de l'état des relations entre Moscou et Washington. À chaque fois que les nombreux intérêts globaux et régionaux des superpuissances sont affectés, que ce soit lors de conflits ou de crises en Extrême-Orient ou au Moyen-Orient, en Afrique ou en Amérique latine, en Afghanistan ou en Pologne, les relations interallemandes risquent d'être

* *Professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, Saint-Jean, Québec.*

1. On soupçonne les dirigeants des deux Allemagnes d'engager le processus de la réunification sans le dire. « Moskau gegen die bösen Deutschen in Ost und West », *Der Spiegel*, 13 août 1984, pp. 19-27; W. Safire, « Revanche is Sweet », *The New York Times*, 13 août 1984. Pour une critique récente de ceci: A.M. Hanhardt, Jr. "The Prospects for German - German Detente", *Current History*, novembre 1984, pp. 380-383, 387-388; et surtout: J. Klein, « Actualité du problème allemand », *Politique étrangère*, automne 1984, pp. 917-931.

perturbées. S'ils désirent améliorer leurs rapports, Bonn et Berlin-Est doivent se montrer flexibles et opportunistes car leur autonomie est fort limitée. À cause de leur situation géostratégique et de leur importance économique, puisqu'elles représentent le produit autant que la clef de voûte de la structure de sécurité de l'Europe², les deux Allemagnes ne peuvent échapper au primat de la politique internationale.

Cette situation est frustrante aux yeux des néo-nationalistes pour qui la « question allemande » n'est toujours pas résolue³. Personne ne doute que les Allemands de l'Est, s'ils s'exprimaient librement, choisiraient la condition de leurs frères. Pourtant, si les Allemands parvenaient à s'autodéterminer et tentaient d'unifier les deux morceaux de l'ancien Reich, ils seraient traités de fauteurs de guerre par tous. Ce constat est à la source de plusieurs malentendus.

I – LA QUESTION ALLEMANDE: UN PROBLÈME NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'Allemagne s'accroche à la détente, elle est hantée par la perspective d'être un jour prochain le champ de bataille de la première guerre nucléaire. Le débat sur le déploiement des missiles, le sentiment du retour à la guerre froide, la discussion aux États-Unis, à l'automne 1981, sur la possibilité de gagner une guerre nucléaire limitée ont fait prendre conscience aux citoyens allemands de la situation inconfortable dans laquelle ils se trouvent depuis des années. Sur les six mille engins nucléaires tactiques stationnés en Europe occidentale, quatre mille le sont sur le territoire de la République fédérale (RFA). En outre, soixante pour cent d'entre eux ont un rayon d'action inférieur à trente kilomètres. À ceci s'ajoute la plus formidable concentration de forces conventionnelles du monde des deux côtés de l'Elbe. Ce qui signifie que quelque soit la nature, conventionnelle ou nucléaire, du futur conflit, le pays serait détruit.

Il en résulte une prise de conscience et une évolution des perceptions allemandes quant à la division Est-Ouest et au rôle qu'y joue l'Allemagne dans son ensemble⁴. Une certaine indifférence envers le sort de la nation, qui étonnait les spécialistes dans les années soixante⁵, n'est plus de mise chez les jeunes⁶: nous

2. R. FRITSCH-BOURNAZEL, « Chances et risques de l'Ostpolitik », *Défense nationale*, mai 1983, p. 110; aussi, du même auteur, « Les relations interallemandes à l'épreuve des euromissiles », *Politique internationale*, été 1984, pp. 131-140.
3. Ce courant est surtout représenté par certains porte-parole de la social-démocratie, tels que E. Bahr ou G. Gaus, dont les réactions aux questions de sécurité présentent une teneur nationaliste prononcée. Voir là-dessus S. MEUSCHEL « Le néo-nationalisme allemand et les pacifistes », *Esprit*, juillet 1983, pp. 99-114.
4. H.-D. LUCAS. « Sécurité et détente: Dimensions historiques et problèmes actuels de la politique de sécurité ouest-allemande », *Études Internationales*, septembre 1984, pp. 509-532.
5. Celle-ci était largement attribuée à l'ampleur de la dénazification. Voir là-dessus Lewis J. EDINGER. *Politics in Germany. Attitudes and Processes*. Boston, Little, Brown and Company, 1968.
6. S.F. SZABO. "Brandt's Children: The West German Successor Generation", *The Washington Quarterly*, hiver 1984, pp. 50-59; H. PAGE. "Reunification and the Successor Generation in Germany", *The Washington Quarterly*, hiver 1984, pp. 60-68. Contrairement à ces auteurs américains, d'autres sont d'avis que la « question de la réunification allemande ne jouerait plus qu'un rôle mineur »: H.D. LUCAS, *op. cit.*, p. 531; c'est aussi l'avis de K. WEEDMAN, "Alle reden bloss von "drüben"", *Die Zeit*, 12 octobre 1984, Pour une présentation de la bibliographie en langue allemande: C. FALBISANER. « La nouvelle génération de l'écologie au mouvement de la paix », *Revue d'Allemagne*, avril-juin 1983, pp. 185-189.

venons de voir que les scénarios de guerre des superpuissances en Europe, même limités, représentent un risque insupportable. Les crises Est-Ouest sont ressenties désormais différemment et avec plus d'intensité et de craintes dans les deux Allemagnes qu'à Washington ou Moscou, Paris, Londres ou Prague et Varsovie. Une minorité croissante d'Allemands considère que les intérêts de leur pays ne sont plus aussi bien préservés par l'alliance avec leurs alliés⁷. La sensibilité qui s'est manifestée a eu comme conséquence la plus étonnante, l'insistance avec laquelle le secrétaire général de la SED (PC est-allemand), Erich Honecker, s'est engagé à maintenir les liens intacts avec l'Ouest en dépit des pressions sans précédents de Moscou.⁸

Depuis 1980, les succès des pacifistes,⁹ et même l'attitude changeante des sociaux-démocrates, font craindre qu'une autre Allemagne moins responsable et moins soucieuse de la réalité internationale soit en train de naître sous nos yeux. La quête angoissée d'une nouvelle identité allemande, le sujet favori de générations d'Allemands, se poursuit de plus belle chez les jeunes, même à l'Est où les moyens d'expression sont plus limités. S'agit-il d'une évolution socio-politique dangereuse? Un peuple tourné traditionnellement vers la quête de l'unité nationale, l'autodétermination et l'égalité des droits ne représente-t-il pas un obstacle permanent au *statu quo* en Europe centrale? L'évolution politique ravive les craintes et la méfiance de nombreux voisins qui sont convaincus que l'on a plus à perdre qu'à gagner dans une modification profonde du rapport des forces en Europe.

Le Metternich moderne, l'ex-ministre des Affaires extérieures soviétiques Andrei Gromyko, et les autres dirigeants conservateurs du Kremlin, qui tiennent au *statu quo*, ne peuvent considérer ce changement que de façon irritée. L'ordre imposé dans l'après-guerre par l'Armée rouge ne satisfait véritablement que les Soviétiques et la mince couche des dirigeants des pays satellites qui doivent leurs pouvoirs et leurs privilèges au « grand frère ». Cependant, la crise économique qui frappe les pays est-européens depuis 1981-1982 rend ceux-ci beaucoup plus dépendants de bonnes relations économiques avec l'Occident¹⁰, et avec la RFA en

7. Nous pensons ici tout particulièrement à plusieurs auteurs sociaux-démocrates: E. BAHR, P. BENDER, G. EPPLER, G. GAUS, O. LAFONTAINE. Néanmoins, malgré leurs convictions nationalistes et leurs critiques envers l'Alliance atlantique, ils acceptent que la paix et la détente prennent le pas sur le droit à l'autodétermination. Des intellectuels est-allemands tel que le regretté R. Havemann avançaient des arguments similaires: S. MEUSCHEL, *op. cit.*, pp. 100-102.

8. F. OLDENBURG. "Geht die SED eigene Wege im Sowjetimperium?", *Deutschland Archiv*, mai 1984, pp. 491-496. Voir aussi l'analyse de la crise entre, d'une part, le Kremlin et la *Pravda*, et d'autre part les communistes est-allemands soutenus par les *Izvestia* et les réformistes hongrois: C. SCHMIDT-HÄUER, "Der lange Papierkrieg der roten Brüder", *Die Zeit*, 10 août 1984.

9. En fait, le mouvement pacifiste est un amalgame de courants protestataires des années 50, 60 et 70, c'est-à-dire de la campagne contre tout réarmement de la RFA, puis plus tard de l'opposition antinucléaire et du désarmement général. En outre, depuis la fin des années 70, les écologistes et les alternatifs, des hommes de l'Église, des sociaux-démocrates de gauche, des communistes et quelques officiers supérieurs à la retraite sont venus grossir ses rangs. W. V. BREDOW. "The Peace Movement in the Federal Republic of Germany", *Armed Forces and Society*, automne 1982, pp. 33-48.

10. D. BUCHAN. *Western Security and Economic Strategy Towards the East*. Londres, International Institute for Strategic Studies, 1984. pp. 40-50.

particulier. L'échec de l'économie socialiste est tel que Moscou et les autres pays du COMECON sont convaincus de ne pas être en mesure de résoudre seuls leurs problèmes.¹¹ Ces difficultés ont déjà ébranlé la discipline du camp socialiste et contraint l'URSS à la défensive. Notamment, la politique d'autonomie limitée de la République démocratique allemande (RDA) a considérablement déplu à Moscou¹². En plus de rappeler à l'ordre les dirigeants de la RDA, même publiquement dans la *Pravda*¹³, le Kremlin a servi un avertissement sévère¹⁴ à Bonn, dix jours avant que Erich Honecker soit contraint de renoncer à sa visite en République fédérale allemande. Aux yeux des dirigeants soviétiques les crédits, le commerce et les contacts politiques occidentaux contribuent à saper le régime de Berlin-Est. On redoute que cette politique conduise graduellement la RDA vers un socialisme libéral et peut-être à une certaine forme de réunification.

De même que pour l'URSS, la Pologne ou la Tchécoslovaquie, on peut dire que les voisins ouest-européens craignent plus le spectre de l'unité allemande que le déploiement de nouvelles générations de missiles. La déclaration du ministre des Affaires étrangères italien, Giulio Andreotti, du mois de septembre 1984, est fort révélatrice: « nous sommes tous d'accord pour qu'il y ait de bonnes relations entre les deux Allemagnes... mais on ne doit pas exagérer là-dessus... Le pangermanisme doit être dépassé. Il y a deux États allemands et nous devons en rester là. »¹⁵

Horst Ehmke, vice-président du groupe parlementaire de la social-démocratie (SPD), aura ce commentaire significatif: « Andreotti a eu le courage de dire pour une fois honnêtement et ouvertement ce que nos alliés occidentaux pensent véritablement de la question allemande. »¹⁶

Évidemment, le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, Hans-Dietrich Genscher, et le chancelier, Helmut Kohl, ont exprimé leur stupéfaction. Ils ont rappelé que l'Allemagne de l'Ouest, en l'absence de la signature d'un traité de paix, demeure un pays aux frontières incertaines et à la souveraineté incomplète, un État qui s'est défini lui-même dans le préambule de sa constitution comme une entité provisoire dans l'attente du jour où tous les Allemands pourront se prononcer librement sur leur avenir. Ils ont aussi rappelé à leurs alliés l'engagement solennel que ceux-ci ont contracté dans les années cinquante de favoriser la réunification allemande.¹⁷

11. K. STIPSICZ. « Klammheimlich nach Western schießen », *Die Zeit*, 8 juin 1984.

12. Et à Varsovie où « la méfiance envers le rapprochement interallemand est presque plus grande qu'en France ». P. BENDER. « Polen fühlt sich alleingelassen », *Die Zeit*, 30 juin 1984.

13. Accompagné de démonstrations militaires éloquentes sur le territoire de son allié; C. SCHMIDT-HÄUER. *op. cit.*; voir aussi R. ASMUS. « The Dialectics of Detente and Discord: The Moscow – East Berlin – Bonn Triangle », *Orbis*, hiver 1985, pp. 743-774.

14. *Der Spiegel*, 17 septembre 1984.

15. *Die Zeit*, 21 septembre 1984. Plus diplomatiquement, dans un discours prononcé devant le Bundestag le 20 janvier 1983, le président Mitterand a exprimé clairement ses craintes d'une dérive neutraliste et pacifiste de l'Allemagne occidentale. Il l'a incitée à s'intégrer plus solidement dans l'Alliance atlantique et dans la Communauté économique européenne.

16. *Idem*. Dans les journaux ouest-allemands on a aussi rappelé la boutade de François Mauriac: « On m'accuse de ne pas aimer l'Allemagne. Comme c'est injuste! Je l'aime tant que j'en veux deux. »

17. Rappelons toutefois qu'en même temps qu'ils s'engageaient à supporter cet objectif, les Alliés occidentaux conservaient leur droit de veto en ce qui concerne les mesures concrètes futures menant à la solution de la question allemande.

Néanmoins, cette réaction officielle, et obligée pour tout gouvernement ouest-allemand, ne veut pas indisposer ses interlocuteurs. Le devoir national est une chose, la réalité internationale en est une autre qui commande la modération. Le maintien de la paix n'est-il pas plus important que l'unité nationale? Cet altruisme forcé est dicté par le souci de ne pas s'isoler complètement. Le chancelier H. Kohl a senti le besoin d'insister sur le fait que « la question allemande demeure ouverte. Ce dont nous avons besoin, c'est de beaucoup de patience avec l'histoire ». ¹⁸ Il ne va pas aussi loin que son vis-à-vis est-allemand qui n'hésite pas à affirmer que la séparation des Allemands en deux États opposés « est une chance pour l'humanité » ¹⁹.

Les raisons d'entente sur ce point particulier ne sont pas tellement éloignées pour ces deux dirigeants de régimes pourtant fondamentalement opposés. Avantageuses par la détente, les deux Allemagnes ont trop à perdre dans le refroidissement des relations entre les superpuissances pour ne pas essayer de limiter les dégâts. Cette solidarité est néanmoins circonstancielle et limitée; elle ne risque certes pas de conduire à une prochaine réunification.

Mais il n'y a pas que la dissymétrie des régimes politiques qui consolide la division. Les Allemands sont conscients que la question allemande n'est pas qu'un problème national, il est aussi international. À ce niveau, il existe un consensus de fait pour préserver le *statu quo*. En soupçonnant plus ou moins ouvertement les dirigeants des deux Allemagnes d'engager sans le dire le processus de la réunification, les deux blocs s'entendent objectivement pour briser toutes velléités autonomistes allemandes et pour perpétuer la division de ce pays et de l'Europe.

II - L'ÉQUILIBRE DU SOUS-SYSTÈME RÉGIONAL EUROPÉEN

La « question allemande » n'est pas un nouveau problème de la politique internationale. Au début du XIX^{ème} siècle, la perspective de l'unité de la nation allemande faisait redouter aux autres nations européennes la création d'un État hégémonique dominant le continent. Puisque l'unité allemande durant ces deux derniers siècles a représenté un danger de déséquilibre du système international, et donc menaçait la paix en Europe, elle demeura toujours difficile à réaliser.

Les Allemands ne sont pas plus bellicistes que leurs voisins, mais leur situation géostratégique, leur poids démographique et leur puissance économique font de leur pays, s'il n'est pas divisé, une puissance dominante qui, par sa seule existence, peut constituer un danger potentiel pour ses nombreux voisins. Lorsque le mouvement

18. Depuis la création de la RFA en 1949, les dirigeants politiques se sont efforcés de rassurer leurs alliés en prônant une politique extérieure prudente et respectueuse de la réalité internationale pour ce qui concerne la résolution de la question allemande. Pour parer aux récentes critiques américaines, le ministre fédéral responsable des relations interallemandes a été dépêché à Washington le 7 février 1984 pour tenir un discours dans la veine traditionnelle ouest-allemande: H. WINDELEN, « Grundfragen der deutschen Wiedervereinigung. Die Deutschlandpolitik der Bundesregierung Kohl », *Deutschland Archiv*. Mars 1984, pp. 225-231.

19. *Die Zeit*, 2 novembre 1984.

nationaliste et libéral allemand a essayé de réaliser le rêve de l'unité allemande durant les révolutions de 1848-1849, une coalition dirigée par les grandes puissances s'y est opposée. Il faudra attendre une période de déclin de cette coalition, en 1866-1871, et l'habileté manoeuvrière d'un Bismarck, pour parvenir à imposer, au moins en partie, l'unité de l'Allemagne au nom de la Prusse et du conservatisme allemand. Désormais, l'équilibre traditionnel européen était remis en question.

Ce nouvel et puissant État, dès la génération qui a suivi celle de Bismarck, a développé des ambitions hégémoniques, en partie pour briser la coalition qui se dressait devant elle, en partie aussi pour fuir vers l'avant en essayant de matérialiser le rêve du *Mittleeuropa* allemand. La peur de l'encerclement du pays du centre répondait à la peur de la prédominance allemande des pays de la périphérie. Le rêve du *Mittleeuropa* allemand ne pourra se réaliser que durant trois quarts d'année, en 1918, avec la signature du traité de Brest-Litovsk. Après la défaite, l'unité allemande fut précaire. Hitler mobilisera les énergies et donnera à l'Allemagne, pendant une brève période, la prédominance en Europe. Ce faisant, il est parvenu à détruire définitivement le système d'équilibre traditionnel des États européens. Le bilan négatif de son oeuvre de destruction est tel que les Européens ne peuvent l'oublier; à l'Est et à l'Ouest, d'ailleurs, on a mis un certain temps à vraiment apprécier le fait que nous entrons dans l'ère bi-polaire et à s'ajuster aux nouvelles conditions du système international. Les traités d'alliance franco-soviétique (décembre 1944) et franco-britannique (mars 1947) étaient dirigés contre la résurgence d'une éventuelle menace allemande, l'URSS n'étant pas encore perçue comme le principal danger des démocraties européennes.

Puisqu'il n'avait pas été possible de créer un système en équilibre stable en Europe lorsque l'Allemagne était unifiée, après deux guerres, on va conclure que ce pays ne doit plus avoir les moyens d'agresser ses voisins. Les Alliés s'entendront à la conférence de Téhéran, en 1943, pour détruire cette puissance redoutable en divisant et contrôlant le pays. Le démembrement de l'Allemagne n'est donc pas uniquement le résultat de la guerre froide; il est aussi le résultat direct de l'effondrement politique et militaire de l'Allemagne après deux guerres d'hégémonie. De plus, les différences d'opinion entre Français et Anglo-Américains, la rivalité entre l'URSS et les alliés occidentaux, et la possibilité que la réunification de l'Allemagne puisse profiter à l'adversaire ont empêché que l'on s'entende même sur un compromis de création d'un État allemand neutralisé, soumis au contrôle des Quatre Grandes puissances victorieuses (1948-1952). Finalement, la création de deux États allemands, même si elle n'était pas recherchée à l'origine par les États-Unis ou par l'Union soviétique, s'imposera comme solution « provisoire ». Ce qui en fait le vivant reflet de la division Est-Ouest.

Les Allemands portent eux aussi une bonne partie de la responsabilité de leur division nationale. Depuis 1948-1949, ces derniers n'ont pas été une de ces « variables dépendantes », attendant passivement que les superpuissances s'entendent sur leur sort²⁰. Au contraire, les réactions allemandes à la crise de Berlin

20. Nous reprenons ici l'expression et la thèse de Philip, WINDSOR. *Germany and the Western Alliance. Lessons from the 1980 Crisis*. Londres, International Institute for Strategic Studies, 1981. p. 24.

(1948-1949), le soulèvement ouvrier à Berlin-Est à la mort de Staline (1953), le résultat des élections fédérales au Bundestag en septembre 1953 démontrent sans équivoque le choix de la majorité pour l'intégration à l'Ouest. Même la minorité qui désirait la réunification au prix de la neutralisation, disposée à négocier avec l'URSS qui offrait habilement en 1952 la création d'un État allemand « indépendant, démocratique et pacifique », posait des conditions inacceptables pour le Kremlin : la tenue d'élections libres sans aucune possibilité de contrôle soviétique et la révision de la frontière orientale de l'Oder-Neisse. Dès lors, la solution des deux Allemagnes représentait pour les superpuissances, et aussi pour la plupart des autres intervenants, le compromis du moindre mal.

Chacun pouvait s'accommoder au moins « temporairement » de la situation. L'Union soviétique devait se résigner à la création d'une puissante alliance économique et militaire entre les Occidentaux et l'Allemagne de l'Ouest; elle avançait toutefois les frontières de son empire jusque sur l'Elbe, au milieu de l'Allemagne, ce qui lui permit de consolider considérablement son périmètre défensif. De plus, elle contrôlait les accès à Berlin ainsi que les relations entre la RFA et toute l'Europe orientale, y compris la RDA. Les États-Unis se voyaient désormais directement engagés militairement, politiquement et économiquement dans la défense de l'Europe et de Berlin; néanmoins, les coûts énormes que ceci représentaient se trouvaient en partie compensés par la limitation que l'Alliance imposait à l'hégémonie soviétique et aussi par le maintien de la partie la plus riche de l'Allemagne dans la sphère occidentale. Les voisins européens occidentaux des Allemands, surtout les Français, avaient dû abandonner leurs projets de partition et devaient accepter l'existence d'une République fédérale forte; mais ils s'étaient dotés, avec la création de l'Alliance atlantique, d'un instrument de « contrôle » de la puissance militaire ouest-allemande et aussi d'un moyen sûr d'impliquer ces derniers du côté occidental dans la nouvelle structure bi-polaire du système international. Les Allemands devaient renoncer pour le moment à l'unité nationale; cependant, ceux qui avaient la chance de se trouver dans les zones occidentales, ou qui avaient pu fuir la zone soviétique avant la construction du Mur de Berlin en 1961, ont pu bénéficier d'un niveau de liberté, de démocratie et de bien-être matériel encore jamais atteint auparavant en Allemagne. Cette situation sera aussi en partie à la source du problème d'identité nationale et d'illusions en ce qui concerne la marge de manoeuvre de la politique allemande sur la scène internationale.

III – LES RELATIONS INTERALLEMANDES

Les relations entre les deux États allemands ont beaucoup évolué depuis leur création en 1949. De l'opposition farouche, symbolisée par la doctrine Hallstein et la construction du Mur de Berlin, en passant par le Traité fondamental de 1972 et l'*Abgrenzung* (la politique de « démarcation »), nous sommes enfin parvenus présentement à la « responsabilité commune pour la paix et la sécurité en Europe ». ²¹

21. Résolution du Bundestag sur la politique allemande du 9 février 1984, *Deutscher Bundestag*. Drucksache 10/914.

Les représentations permanentes des deux Allemagnes, qui ne sont pas des ambassades, ont fêté leur dixième anniversaire le 20 juin 1984. Durant cette décennie, le dialogue interallemand s'est développé considérablement. Il est devenu plus ouvert et plus substantiel. Malgré les oppositions politiques et idéologiques, les fonctionnaires sont conscients de certains intérêts communs, d'une certaine responsabilité allemande commune.

Une longue liste d'accords²² permet de se rendre compte de la normalisation graduelle entre les deux États allemands. D'autres facteurs témoignent du rapprochement: les visites et migrations, les média, les échanges commerciaux et financiers, la coopération intergouvernementale.

Environ un Allemand de l'Ouest sur huit visite la RDA périodiquement, surtout pour rencontrer parents et amis. Ces liens privés s'expliquent non seulement par la partition, mais aussi par l'arrivée, depuis 1949, de 3,2 millions d'Allemands de l'Est qui ont fui leur pays pour la RFA, la plupart avant l'érection du Mur en 1961 (2,7 millions). Si la RDA ne laisse pas partir facilement ses citoyens, elle prend en revanche un risque « calculé » en acceptant contre des deutschmarks (DM) un flot important de visiteurs ouest-allemands. Si l'on se rappelle que ce pays n'a que 16,7 millions d'habitants, cinq millions de visiteurs d'Allemagne occidentale en 1983²³ représentent une grande ouverture pour un régime dont la stabilité repose sur un imposant appareil de contrôle et de répression.

Les dirigeants de Berlin-Est prennent également un risque « calculé » dans le domaine de la télécommunication. La prétention du SED de développer une société socialiste dans des conditions « d'ouverture sur le monde » est en partie exacte puisque les émissions ouest-allemandes de télévision ne sont pas brouillées et qu'elles ne sont même plus condamnées depuis dix ans. Non seulement le monopole d'information que réclament pour eux toutes les autres démocraties populaires n'est pas opérant en RDA, mais encore le gouvernement socialiste a décidé de construire à l'automne 1984 des antennes-relais pour les régions qui ne pouvaient pas être atteintes jusque-là par les émetteurs occidentaux, particulièrement dans la dépression de Dresde. Peut-être y a-t-il une relation entre cette décision surprenante et le fait que les applications pour sortir du pays proviennent tout particulièrement de cette région? Peut-être aussi veut-on distraire les critiques en exposant les citoyens à une télévision occidentale friante de problèmes politiques, économiques et sociaux « caractéristiques » du « capitalisme ouest-allemand »? D'ailleurs, afin de ménager son image et de limiter les informations sur la RDA via les média de la RFA, les 21 journalistes ouest-allemands accrédités à Berlin-Est sont soumis à des restrictions considérables dans leurs activités.

Les Allemands de l'Est peuvent donc s'informer librement, dans leur langue, sur les événements internationaux. Il n'y a pas d'équivalent à cette situation dans tout le bloc soviétique. Cette dimension des relations interallemandes a un important

22. Voir là-dessus l'excellente synthèse de Heinrich, WINDELEN. "The Two States in Germany", *Aussenpolitik*, (édition en langue anglaise), automne 1984, pp. 227-241.

23. *Idem.* En contrepartie, 1,6 million de visiteurs d'Allemagne de l'Est ont visité la RFA, dont 93 % de retraités.

impact psychologique sur les Allemands de l'Est, avec lequel les dirigeants doivent compter. C'est sans doute en partie à cause de cette « ouverture sur le monde » qu'il existe une certaine opinion intellectuelle pan-allemande en ce qui concerne les grands thèmes de discussion, tels ceux de la guerre et de la paix, de l'identité allemande ou des problèmes inhérents aux sociétés industrielles.

Si les journaux et les hebdomadaires de la RDA peuvent être reçus librement en RFA, l'inverse n'est pas toujours possible. En pratique, Berlin-Est impose une censure générale, qui touche même tous les visiteurs occidentaux pour lesquels il est strictement interdit d'amener des publications occidentales. Seules quelques exceptions sont permises, tels que des publications spécialisées en médecine, en mathématiques et dans quelques autres disciplines scientifiques.

Il n'existe toujours pas d'accord de coopération technique et scientifique entre les deux pays: les négociations qui durent depuis dix années sur cette question se heurtent au refus est-allemand d'inclure Berlin-Ouest comme participant ouest-allemand au traité.

Ce qui a le plus frappé les journalistes et les autres observateurs des pays voisins des deux Allemagnes ce sont les échanges commerciaux et financiers, et aussi la coopération particulière entre les deux gouvernements.

La RFA a fait en sorte, par des clauses spéciales, que sa participation à des organisations internationales, tels que le GATT et le Marché commun, n'affectent pas le statut particulier des échanges commerciaux interallemands. Les deux États peuvent donc commercer sans que les biens et services d'origine allemande ne soit taxés par l'un des deux services douaniers ou par le Marché commun. Depuis trois décennies, le plus grand facteur de stabilité dans les relations interallemandes c'est le commerce entre les deux États.

En 1983, l'ensemble de ces échanges a atteint une valeur de 15,2 milliards de DM, ce qui ne représente que 1,8 % du total du commerce extérieur de la RFA et 34 % de son commerce avec le bloc soviétique. Pour la RDA, selon ses statistiques publiées pour 1982, le commerce interallemand représente environ 9 % de son commerce extérieur et 33 % de son commerce avec l'Ouest. Comme pour l'ensemble du commerce Est-Ouest, le commerce interallemand ne comporte que fort peu de produits de technologie avancé mais plutôt des minerais, des produits manufacturiers, des articles de consommation courante, des produits alimentaires, etc.

Pour faciliter ce courant d'échange, le gouvernement de coalition chrétienne-démocrate et libérale a accordé des garanties pour les emprunts du gouvernement est-allemand: en 1983, ce dernier a emprunté plus d'un milliard de DM auprès des banques ouest-allemandes; en 1984, le deuxième emprunt s'élève à 950 millions de DM. En plus de ces emprunts, il existe une marge de crédit spéciale, appelée le "swing", qui ne porte aucun intérêt. Mais la RDA n'utilise pas toute sa marge de crédit et la limite de celle-ci diminue graduellement. En 1982, on s'était entendu pour une somme maximale de 850 millions de DM, en 1984 la limite est abaissée à 690 millions de DM. Dans l'ensemble les livraisons de biens et services de la RDA à

la RFA, et notamment à Berlin-Ouest, sont plus élevées que ses achats, ce qui permet à celle-ci d'abaisser peu à peu le montant de ses dettes avec celle-là.²⁴

La dette extérieure de la RDA s'élève à environ 10 milliards de dollars, dont 2 milliards dus à la RFA. Berlin-Est parvient à payer ponctuellement ses emprunts en partie parce qu'elle minimise le plus possible ses achats à l'extérieur, en partie aussi parce qu'elle a un revenu substantiel en devises ouest-allemandes dans le cadre des différents accords interallemands. Cette seule source de revenus lui rapportera 1 293 million de DM en 1984, dont 525 millions pour le droit d'accès à Berlin-Ouest. À cette somme, il faudrait ajouter les versements en argent des visiteurs ouest-allemands que l'on estime à environ 600 à 700 millions de DM²⁵, sans oublier les sommes difficiles à quantifier pour des concessions humanitaires telles que l'achat de prisonniers ou le « dédommagement » pour la perte de citoyens de la RDA partant vers l'Ouest²⁶. En tout, il s'agit d'une somme de plus de 2 milliards de DM sur laquelle la RDA peut compter de façon certaine. Nul doute que ces généreux versements suscitent l'envie de pays frères socialistes et ajoutent à leur méfiance traditionnelle vis-à-vis de la puissance économique allemande, qu'elle soit de l'Est ou de l'Ouest.

Cette coopération officielle se double à l'occasion d'une collaboration tacite entre les deux gouvernements. Ceci s'applique tout particulièrement dans le domaine humanitaire. Par exemple, lorsque des citoyens est-allemands se réfugient dans les ambassades et consulats ouest-allemands accrédités dans les pays socialistes, une certaine coopération discrète se fait entre gouvernements allemands afin de résoudre ces délicats problèmes sans nuire à la détente interallemande.

IV – LIMITES DU RAPPROCHEMENT INTERALLEMAND

S'il est vrai que dans l'immédiat, la détente interallemande a besoin d'une détente intereuropéenne et que, redécouvrant la spécificité de son histoire, de sa situation et de ses intérêts nationaux, une minorité d'Allemands semble attirée par l'option de la neutralisation, la majorité n'est certes pas disposée à abandonner le camp occidental pour des garanties de papier. Même s'ils le désiraient, la dissymétrie des régimes rend impossible la solution pacifique de la question allemande. La politique et la solidarité de Bonn sont dirigées tout d'abord vers les Allemands de l'Est, non vers le régime totalitaire qui n'est ni représentatif ni autonome. La présence du Mur de Berlin symbolise cette différence politico-idéologique substantielle. Dans ce rapprochement interallemand, certains éléments sont conciliables de

24. « DDR-Handel: Export-Boom bei den ostdeutschen Waren », *Der Spiegel*, 10 septembre 1984, pp. 42-45.

25. H. WINDELEN. "The Two States in Germany", *op. cit.*, pp. 234-237; *Die Zeit*, 20 juillet 1984.

26. Depuis 1961, de 9 000 à 12 000 personnes annuellement. Exceptionnellement, pour des raisons de politique intérieure, environ 25 000 personnes ont pu partir durant les trois premiers mois de 1984. Il s'agit de près de 40 000 personnes pour cette seule année qu'on laisse partir, en partie pour stabiliser le régime en excluant des insatisfaits, en partie aussi tout probablement pour donner quelque satisfaction aux dirigeants de Bonn qui se sont montrés conciliants envers Berlin-Est.

part et d'autre, mais les objectifs sont différents. Pour Bonn, les intérêts prédominants sont politiques et humanitaires; pour Berlin-Est, les intérêts économiques et politiques prédominent.

Les deux États allemands se trouvent sur la ligne de division politique et idéologique. Le changement d'allégeance politique de l'un ou l'autre de ces États détruirait complètement l'équilibre Est-Ouest, pas seulement en Europe, mais aussi dans le monde²⁷. Voilà pourquoi le triangle États-Unis–Union soviétique–Allemagne continue d'être la structure qui modèle les politiques européennes des superpuissances²⁸.

La propagande soviétique a été dirigée principalement sur la République fédérale durant la crise des euromissiles. Dès le départ, la question du déploiement constituait un problème international et interallemand. En accord avec la politique soviétique, la RDA s'est efforcée de faire pression sur le mouvement pacifiste et sur le gouvernement ouest-allemand. Entre 1980 et 1983, les dirigeants est-allemands exprimeront leur peur de voir perdre tous les avantages de la politique de rapprochement interallemand, ils parleront même de la menace d'un gel complet des relations. Cependant, après le début du déploiement, profitant de la crise de leadership qui divise les dirigeants du Kremlin, la RDA a entrepris une politique autonome et courageuse pendant les huit premiers mois de 1984. Économiquement, financièrement et du point de vue de la politique interne, la RDA tire un grand profit et se consolide grâce à la détente et à la poursuite des relations spéciales entre les deux Allemagnes. Par contraste, depuis le mois de novembre 1983, soit depuis l'acceptation définitive par le Bundestag ouest-allemand du déploiement des Pershing II et des missiles Cruise, l'URSS a modifié de façon spectaculaire sa propagande envers l'Europe de l'Ouest en général, et envers la République fédérale d'Allemagne en particulier. L'équipe de spécialistes soviétiques de l'Allemagne, formée dès le début de l'année 1979²⁹, dans le but de coordonner les efforts de propagande visant à influencer l'attitude de Bonn envers les euromissiles et les États-Unis, n'a pas été démembrée. En effet les « germanistes » V. Faline, L. Zamiatine, V. Sagladine, N. Portugalov et même J. Kwizinski, l'ancien responsable soviétique de l'équipe de négociation sur les euromissiles à Genève, ont tous continué leur travail, d'autant plus que certains pays de l'Europe de l'Est s'accrochent un peu trop à la détente aux yeux de Moscou. Au lieu du rapprochement et des relations privilégiées avec la RFA, les propagandistes font appel désormais aux thèmes de « revanchisme allemand »³⁰ ou d'« expansionnisme pan-germanique », comme pour rappeler aux alliés la menace potentielle qui pèse sur leur régime et aussi pour « punir » les Allemands de l'Ouest si peu enclins à faire le jeu du Kremlin.

27. E. MORETON et G. SEGAL (éd.) *Soviet Strategy Toward Western Europe*. Londres, Allen & Unwin, 1984, p. 110.

28. P. HASSNER. "Frustrated but Frezen: Europe and the Atlantic Relationship." *International Journal*, printemps 1984, pp. 419-420.

29. G. WITTIG. "Germany, Europe and the Soviets" in Ellison, H.J. (éd.) *Soviet Policy Toward Western Europe. Implications for the Atlantic Alliance*. Seattle et Londres, University of Washington Press, 1983, pp. 32-33.

30. W. SEIFFERT. « Der Moskauer « Revanchismus » – Vorwürfe und die Gültigkeitsklauseln des Warschauer Paktes », *Deutschland Archiv*, septembre 1984, pp. 900-903.

Moscou dénonce le réarmement américain en Europe et toutes les formes aussi timides soient-elles de solidarité entre certains États d'Europe de l'Est et de l'Ouest qui aimeraient éviter une nouvelle guerre froide, parce qu'elle voit non une provocation ou une menace, mais une résistance à ses prétentions hégémoniques. En réagissant comme il l'a fait au plan Marshall, Staline avait bien compris que la coopération et la détente peuvent être encore plus menaçantes pour l'empire soviétique que la confrontation et la guerre froide.

Mais l'Ouest aussi est de connivence au jeu, il est pris et forcé par le jeu. L'Est et l'Ouest sont objectivement d'accord dans l'ensemble pour garder les Allemagnes séparées. Le secrétaire d'État John Foster Dulles rappela en 1958 au maire de Berlin, Willy Brandt, que l'Allemagne ne devrait plus être réunifiée. « Je vous prie de prendre note que nous pouvons avoir une opinion différente des Russes sur une certaine de questions, mais pour la cent-unième nous sommes d'accord: nous ne voulons pas d'Allemagne réunifiée qui se promène entre les blocs et entre les fronts. »³¹ D'ailleurs, les archives récemment mises à la disponibilité du grand public prouvent que les Américains n'ont jamais envisagé sérieusement la réunification³². Il n'y a pas de raison de croire qu'en dernière analyse une autre administration américaine réagisse différemment³³; pas plus d'ailleurs que les autres voisins des Allemagnes ou la plupart des Allemands eux-mêmes dans les conditions actuelles³⁴.

Les superpuissances et la majorité des États européens s'entendent pour maintenir la division de l'Allemagne, l'un des fondements les plus durables des deux Alliances militaires qui s'opposent en Europe. Les Européens, de l'Est et de l'Ouest, préfèrent leur dépendance envers les superpuissances plutôt qu'une Allemagne réunie et réarmée. Nous sommes encore bien loin du rêve d'une Europe unie et autonome.

La RFA n'ignore pas qu'elle est isolée pour ce qui concerne la recherche d'une solution à court terme de la question allemande. Même si on en parle souvent dans la classe politique, la majorité d'entre eux n'y pense pas sérieusement. La crise des euromissiles n'a pas véritablement ébranlé le consensus ouest-allemand sur la défense et sur son attachement à l'OTAN: les leaders des partis politiques traditionnels et une vaste majorité de citoyens ne sont pas attirés par l'idée de la

31. W. Brandt dans une entrevue accordée au *Die Zeit*, 16 décembre 1983; aussi W. BRANDT. *People and Politics*. Boston, Little, Brown, 1976, p. 79; l'arrogance de J.F. Dulles sur le sort de l'Allemagne a aussi étonné Carlo SCHMID. *Erinnerungen*. Berne, Munich et Vienne, Scherz Verlag, 1979, pp. 539-540.

32. P. BENDER, "Amerikanische Deutschlandpolitik: Ein realistisches Wiedervereinigungskonzept hat es nie gegeben", *Deutschland Archiv*, août 1984, pp. 830-833.

33. E.R. MAY. "Soviet Policy and the German Problem", *Naval War College Review*, septembre 1983, p. 35.

34. Le premier chancelier, Konrad Adenauer, n'était pas attiré par une réunification dont le prix serait la neutralisation. Il préférerait donner la priorité à la création d'un État ouest-allemand souverain dans l'attente de jours plus propices à la concrétisation du rêve national. Pour sa part, selon les archives récemment accessibles, Churchill aurait favorisé en 1953 la neutralisation, ce qui nécessita beaucoup d'habileté du chancelier pour éviter cette solution: J. FOSCHÉPOTH. « Wie Adenauer Churchill austrickste », *Die Zeit*, 4 mai 1984.

neutralisation. Ils pensent comme K. Adenauer dans ses *Mémoires*: « la dure réalité n'offre que deux chemins possibles pour la République fédérale: s'associer avec l'Ouest ou avec les Soviétiques. À part ces deux alternatives il n'y a pas de politique mais une illusion. »³⁵

En acceptant le déploiement, même sans grand enthousiasme, le gouvernement fédéral a démontré clairement qu'il est conscient de ne pouvoir se passer du parapluie nucléaire américain. L'*Ostpolitik* a permis à la RFA de se libérer quelque peu de l'emprise américaine, mais là aussi, en l'absence d'une Europe unie et forte, il n'y a pas d'alternative.³⁶ Dans un monde essentiellement bi-polaire, l'autonomie allemande est limitée. La géopolitique et les traditions culturelles allemandes font craindre à certains que ce pays rêve de se retrouver au centre, sans appartenir à l'Est ni à l'Ouest. Non seulement ceci nous semble impossible dans le système bi-polaire contemporain, mais l'erreur de se chercher une mission spéciale et originale, « entre le matérialisme occidental et la barbarie russe » comme on disait au XIX^{ème} siècle, a conduit à deux guerres mondiales et à la partition de l'Allemagne.³⁷ Ce pays n'est plus au « centre » comme le décrivait Madame de Staël dans *De l'Allemagne* au début du XIX^{ème} siècle. La deuxième République allemande est solidement ancrée à l'Ouest: économiquement et culturellement elle appartient à l'Occident. Ceci renforce considérablement les primats de l'incompatibilité des régimes et de l'équilibre international.

35. Cité dans: W.C. THOMPSON, et P. WITTIG. "The West German Defense Policy Consensus: Stable or Eroding?", *Armed Forces & Society*. Printemps 1984, p. 358. Selon un sondage récent, 74 % des répondants ouest-allemands préféreraient subir le risque d'une guerre que de se soumettre à la domination soviétique. Seulement 57 % des Français émirent cette opinion. Cité par H.-D. LUCAS. *art., cit.*, p. 522.

36. R. LÖWENTHAL. *Weltpolitische Betrachtungen*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1983, pp. 235-273.

37. R. LÖWENTHAL. "Die Deutschen sind keine Pendler", *Die Zeit*, 18 mai 1984; A.-M. Le GLOANNEC, « L'Allemagne après les Pershing ». *Politique étrangère*, été 1984, p. 359.